



**N
E
ICSW
S**

International Council on Social Welfare

Novembre 2021

Travailler ensemble pour un meilleur CIAS



Professeur Antonio López Peláez, directeur général du CIAS et professeur de travail social et de services sociaux à l'Université nationale d'enseignement à distance (UNED) (Espagne)

Chers membres du CIAS, amies et amis, lectrices et lecteurs intéressés,

La crise sanitaire, sociale et économique provoquée par la pandémie de COVID-19 est toujours présente, avec maintenant le nouveau variant OMICRON. Depuis bientôt deux ans, cette pandémie a provoqué l'effondrement de nos systèmes de santé et de protection sociale. Elle nous a contraints à un effort collectif sans précédent pour développer des vaccins et soigner en même temps les populations du monde entier.

Les systèmes de protection sociale, les politiques sociales et le système d'aide sociale nous ont protégés. Mais nous avons également vu et expérimenté leurs limites pour faire face à cette

crise. Certaines des questions clés de ce processus de redéfinition de nos systèmes de protection sociale sont les suivantes : la numérisation, les nouvelles et anciennes formes de pauvreté (y compris la faim), et la redéfinition des systèmes de protection sociale et des politiques publiques dans un environnement post-pandémique.

Pour le CIAS, il est très important d'analyser le processus de numérisation accélérée dans lequel nous sommes immergés, et de mettre à l'ordre du jour public une analyse critique de ce processus de numérisation, et à cette fin, nous organisons un séminaire international en mai 2022.

Il est également très pertinent d'aborder les problèmes spécifiques liés à la pauvreté, à la faim et à l'enfance. Lors du séminaire que le CIAS a organisé en septembre 2021, nous avons abordé ces problèmes en nous associant à d'autres organisations internationales.

Et en novembre 2021, comme vous pourrez le lire dans les pages suivantes de ce bulletin, nous avons organisé un séminaire international pour aborder le nouveau modèle de protection sociale dans un environnement post-pandémique.

Toutes ces conférences sont disponibles sur le site internet du CIAS, et je vous encourage à les consulter. En cette année 2021, malgré la pandémie, l'enfermement et la crise socio-sanitaire, le CIAS a continué à œuvrer pour donner une voix et une visibilité publique aux grands défis auxquels nous sommes confrontés dans le domaine de la protection sociale.

Un grand merci à vous tous qui rendez cela possible.

Merci pour votre engagement et votre dévouement envers le CIAS.

Prenez soin de vous et restez en bonne santé !

Séminaire international du CIAS : Nouvelles questions de protection sociale dans l'ère post-COVID19

Selon les données publiées par l'Organisation Internationale du Travail (OIT), plus de 350 millions d'emplois dans le monde seront perdus à cause de la pandémie de COVID-19. La perte d'emplois entraîne inévitablement une augmentation de la demande de services sociaux. Au milieu d'une crise de maladie infectieuse, le système existant d'offre de services sociaux en face à face a du mal à fonctionner pleinement. Le rôle du gouvernement pour résoudre ces problèmes émerge et le besoin de discussion pour établir un NOUVEAU système de services sociaux augmente.

De plus, les gouvernements mettent en œuvre des mesures de stimulation économique sans précédent par le biais de politiques fiscales drastiques afin d'échapper aux effets négatifs du COVID-19, mais certains critiquent leur faible efficacité. Les effets secondaires, notamment une inflation rapide et un recul de la chaîne d'approvisionnement apparaissent et la protection sociale de chaque pays est dans le rouge.

Afin d'explorer le rôle que doivent jouer le gouvernement, les entreprises et la société civile

dans la mise en place d'une protection sociale fidèle à sa fonction initiale au milieu de ces changements dus à la pandémie, le 3ème séminaire international s'est tenu du 3 au 5 novembre sous le titre "Nouvelles questions de protection sociale dans l'ère post-COVID19". Le séminaire était divisé en quatre parties : Session d'ouverture "La protection sociale dans l'ère post-COVID19", Partie 1 "Protection sociale et sécurité sociale", Partie 2 "Protection sociale et RSE des entreprises", et Partie 3 "Protection sociale et société civile".

Lors de la session d'ouverture, Neil Gilbert, professeur à l'UC Berkeley, a parlé des "Développements sociaux post-pandémiques : trois futurs possibles aux États-Unis". Jennifer Splansky Juster, directrice exécutive du Forum d'impact collectif à la FSG, a parlé de "la façon dont la collaboration d'impact collectif rassemble des personnes de la société civile, de la philanthropie, du gouvernement et du secteur des affaires dans une collaboration". Et enfin Alex Nicholls, professeur d'entrepreneuriat social à la Said Business School, Université d'Oxford, a donné une conférence plénière sur "l'innovation dans le financement de la protection sociale : modèles basés sur les résultats".

Les développements sociaux post-pandémiques : trois futurs possibles aux États-Unis" par Neil Gilbert.

En réponse à l'agitation économique causée par le COVID-19, le gouvernement fédéral américain a mis en œuvre une augmentation sans précédent des transferts d'argent directement dans les mains des citoyens, qui comprenait un chèque de relance, des allocations de chômage et des crédits d'impôt pour enfants. Le *stimulus check* comprenait trois séries de paiements en espèces directement versés aux individus et aux familles,

ce qui représentait 850 milliards de dollars de paiements directs.

Il y a également eu une augmentation considérable des allocations de chômage. Dans la plupart des États, les travailleurs recevant des allocations de chômage normales s'attendaient à recevoir en moyenne moins de la moitié de leur salaire hebdomadaire. Avec les prestations supplémentaires de la loi CARES (*Coronavirus Aid, Relief, and Economic Security act*), une proportion importante de chômeurs a reçu plus d'argent en indemnités de chômage que ce qu'ils auraient normalement gagné dans leur emploi.

Le crédit d'impôt pour enfants a également été fortement étendu. Son coût total en 2021 est estimé à 117,5 milliards de dollars pour les familles admissibles - soit deux fois le montant fourni par le crédit d'impôt sur le revenu gagné, un programme qui complète les salaires des travailleurs faiblement rémunérés.

En conséquence, malgré le verrouillage des entreprises dans l'ensemble des États-Unis, le taux de pauvreté prévu pour 2021 est estimé à 7,7 %, soit près de la moitié du taux de pauvreté de 2018.

La pandémie a également entraîné des changements dans l'éducation. On peut raisonnablement s'attendre à ce que les compétences développées pendant cette période et l'expérience généralisée des classes virtuelles aient des effets continus sur la prestation de l'enseignement lorsque les écoles rouvriront et que l'enseignement en face à face reviendra à la normale.

Dans le domaine de l'emploi et du travail, le télétravail se répand et affecte la culture professionnelle, et tout porte à croire que de

nombreuses entreprises prévoient de maintenir les options de travail à domicile après la pandémie. Ainsi, l'impact de la pandémie sur l'emploi est susceptible d'avoir un effet durable sur la culture ou le travail.

Toutefois, le tableau est incomplet. En ce qui concerne l'aide sociale, l'injection massive de paiements directs en espèces par le biais du plan de relance, les allocations de chômage et le crédit d'impôt pour enfants ont peut-être amorcé la pompe de l'opinion publique pour une expansion générale des programmes de maintien du revenu. La poursuite de ces programmes permettra sans aucun doute de réduire un certain degré de pauvreté aux États-Unis. Cependant, en tant que subvention inconditionnelle en espèces, on craint également qu'elle ne s'ajoute que juste assez aux prestations existantes telles que le programme d'aide alimentaire complémentaire (SNAP) et l'assistance publique (TANF), ainsi que le logement subventionné, la garde d'enfants et l'aide médicale, pour dissuader certains de travailler. On peut également s'interroger sur les retombées potentiellement inflationnistes de l'augmentation des dépenses sociales, notamment à la lumière du déficit imminent du fonds de sécurité sociale américain.

Dans le domaine de l'éducation, l'élargissement du choix des écoles par le biais de bons d'achat et d'écoles à charte offre aux parents davantage de possibilités de sélectionner le lieu d'enseignement pour leurs enfants et peut stimuler la concurrence entre les prestataires pour améliorer la qualité de l'enseignement. Toutefois, les écoles publiques pourraient se retrouver avec des budgets réduits et des coûts plus élevés.

Enfin, l'augmentation du télétravail réduit le temps passé à faire des allers-retours entre le domicile et le lieu de travail, soit près d'une heure

par jour en moyenne aux États-Unis, ce qui représente un gain de temps et d'argent. Il réduirait également les émissions de CO2 (dioxyde de carbone) et d'autres gaz à effet de serre et permettrait une plus grande mobilité géographique des familles, ce qui stimulerait le développement immobilier dans les zones rurales et semi-rurales, tout en réduisant la demande de logements locatifs et de tours de bureaux dans les villes.

Comment la collaboration en matière d'impact collectif rassemble des personnes issues de la société civile, de la philanthropie, du gouvernement et du secteur des affaires en vue d'une collaboration.

Jennifer Splansky Juster.

Pour résoudre des problèmes complexes, il faut utiliser plusieurs méthodes. Nous avons donc besoin d'un impact collectif. Pour cela, il faut que des organisations de différentes disciplines interagissent pour coordonner les activités et quantifier les améliorations. Le numéro d'hiver 2011 de la Stanford Social Innovation Review définit l'impact collectif comme "la volonté d'acteurs, de personnes et de parties prenantes importants dans divers domaines et communautés dans un but commun pour résoudre des problèmes sociaux spécifiques" et en déduit cinq conditions pour une approche d'impact collectif.

- 1) Programme commun
- 2) Mesures partagées
- 3) Activités se renforçant mutuellement
- 4) Communication continue
- 5) Soutien de base

Étant donné que les problèmes sociaux diversifiés, à plusieurs niveaux et complexes de la société moderne sont difficiles à résoudre avec une seule méthode, la coopération et les efforts

globaux de plusieurs acteurs sont nécessaires, et la FSG a créé des principes pour la pratique.

Le principe le plus important est "l'accent sur l'équité". Il est nécessaire de comprendre comment impliquer les personnes socialement défavorisées dans la conception et la mise en œuvre, et de trouver un moyen de se concentrer sur les stratégies. En outre, la coopération entre les différents domaines possibles devrait être dessinée.

L'impact collectif poursuit des changements systématiques et fondamentaux qui aident l'ensemble de la population. Ce ne sont donc pas des dizaines d'organisations aux perspectives diverses qui devraient coopérer, mais bien quelques unes.

Dans le Massachusetts, aux États-Unis, l'abus de drogues chez les adolescents a diminué de plus de 30 % grâce à l'utilisation de l'Impact collectif pour prévenir le tabagisme, les drogues et l'abus d'alcool. C'est le résultat des efforts déployés dans le système scolaire, de la coopération entre les parents et les forces de l'ordre, ainsi que de la coopération entre les sociétés de vente d'alcool en modifiant les pratiques commerciales. Il existe de nombreux exemples encourageants et la participation de chacun à ce mouvement est nécessaire.

Innovations dans le financement de l'aide sociale : des modèles basés sur les résultats

Alex Nicholls

Les contrats basés sur les résultats sont financés en relation avec le résultat qui semble être l'activité correspondante pour un service spécifique. Les obligations d'impact en font également partie, et les obligations d'impact consistent à investir de l'argent dans des projets

ou des organisations privées qui veulent s'engager dans des projets publics. Si le résultat cible contractuel est confirmé, le gouvernement ou les collectivités locales exécuteront le budget pour faire profiter les investisseurs. Elle présente l'avantage de pouvoir répondre immédiatement à la demande croissante de bien-être dans une société à faible taux de natalité et vieillissante.

Auparavant, l'accent était mis sur l'entrée et le débit des services, mais aujourd'hui l'accent est mis sur les résultats, et ces changements apportent des changements positifs. Les capitaux privés peuvent être administrés au secteur public, l'impact réel peut être confirmé par les résultats, et l'efficacité de l'exécution financière publique peut également être améliorée. Toutefois, l'effet le plus important est qu'il encourage les activités souhaitées. En formant un consensus sur les résultats positifs entre les prestataires de services publics et les clients, elle peut être directement liée à la réalisation.

En outre, les finances publiques ne sont versées que lorsque le résultat spécifique est atteint, de sorte que le risque des nouveaux projets publics dont le résultat attendu est incertain est transféré aux investisseurs et aux prestataires de services. Le secteur public aide les prestataires de services à résoudre les problèmes de manière plus souple et plus innovante en leur offrant des incitations à faire ce qu'ils veulent, et les prestataires de services choisissent une approche fondée sur les faits. Il peut également réduire les coûts et accroître l'efficacité en permettant à plusieurs prestataires de services de se faire concurrence pour fournir de meilleurs services.

Récemment, l'intérêt pour les obligations d'impact a également augmenté. Le terme "obligation" est un concept différent des

obligations généralement connues et constitue un type de contrat basé sur les résultats. Les investisseurs, les prestataires de services et le secteur public y participent ensemble.

Pour pouvoir appliquer le modèle des obligations à impact, les éléments suivants sont essentiels :

- △ Des problèmes sociaux et environnementaux où les services ne sont pas correctement fournis.
- △ Des résultats sociaux pour mesurer les prix
- △ Des investisseurs qui peuvent prendre le risque de fournir des services.
- △ Les compensateurs de résultats qui sont prêts à payer pour de meilleurs résultats à moindre coût ou même à un coût plus élevé.
- △ Les prestataires de services qui peuvent fournir des services efficaces.

Divers cas d'application de l'Impact Bond apparaissent ces jours-ci. L'obligation d'impact sur le développement pour améliorer les performances d'apprentissage des filles indiennes, l'obligation d'impact sur la conservation pour protéger les rhinocéros en Afrique du Sud, et les projets d'obligations fondées sur les résultats sociaux pour renforcer la capacité d'apprentissage des enfants à l'intelligence limitée dans les établissements d'aide sociale de Séoul en sont les exemples.

Cependant, les inquiétudes concernant l'émergence d'un nouveau colonialisme par le biais des obligations à impact sur le développement, les critiques selon lesquelles le capital privé réalise des profits sur le dos des personnes socialement vulnérables par le biais des obligations à impact, les critiques selon lesquelles il distribue injustement les risques et les profits et la critique selon laquelle il n'offre pas de sortie aux prestataires de services émergent en même temps que la mise en œuvre des obligations à impact.

Partie 1 : "Protection sociale et sécurité sociale".

La session s'est déroulée avec 6 présentations sur le revenu de base universel dans le monde : Guy Standing, associé de recherche professionnel à l'Université SOAS de Londres, Lee Sun Woo, ingénieur de recherche senior au Conseil national coréen de la protection sociale, Olavi E. Kangas, professeur à l'Université de Turku, Sandhya Iyer, professeur associé au Tata Institute for Social Sciences et Rebecca Hasdell, professeur à l'Université de Colombie britannique.

Le revenu de base : Un impératif éthique et économique à l'ère des pandémies Guy Standing

Le revenu de base universel devrait être un support pour le nouveau système de distribution des revenus et c'est une mesure nécessaire pour surmonter les changements économiques qui sont apparus au cours des décennies. Il définit le RBU comme "un droit du citoyen qui doit être versé à tous les citoyens de manière égale et régulière, indépendamment du sexe, de l'état civil, du revenu du ménage, etc." Le RBU pour le groupe à haut revenu peut également être versé de la même manière que pour le groupe à faible revenu, mais le revenu de base versé peut être récupéré par le système fiscal selon le consensus social.

La richesse et les revenus dont jouit l'ensemble de la nation ne sont pas le résultat de nos propres efforts, mais peuvent être considérés comme l'héritage de biens publics créés par le dur labeur des générations précédentes, qui ne peuvent être estimés. Le revenu de base universel doit être considéré comme un dividende social égal.

En termes d'environnement, il peut être compris comme un concept de compensation pour le groupe à haut revenu qui reçoit moins de dommages dus à la pollution environnementale que le groupe à faible revenu, même si le groupe à haut revenu cause plus de pollution environnementale que le groupe à faible revenu. La justification du revenu de base peut également être expliquée en termes de reconnaissance de la valeur légitime du travail domestique non rémunéré.

Le RBU garantit plus de liberté et une vie de base (*basic living*), et apporte une stabilité psychologique aux citoyens individuels. Dans la situation de pandémie du COVID-19, les prix anormaux des actifs et l'inflation concentrent la richesse sur certains groupes à hauts revenus et l'insécurité de l'emploi pour les travailleurs non réguliers s'intensifie, ce qui entraîne l'obligation pour l'État d'assurer la sécurité sociale.

Le système de protection sociale de la Corée : L'entrée dans l'État-providence et la voie à suivre pour son développement par Lee Sun Woo

Bien que les dépenses publiques de sécurité sociale de la Corée en pourcentage du PIB soient les plus faibles parmi les pays de l'OCDE, c'est le seul pays où le niveau des dépenses a augmenté de manière significative depuis 2010, contrairement à la plupart des pays de l'OCDE.

Le système de sécurité sociale coréen est composé d'une assurance sociale, d'une assistance publique et de services sociaux. Le système de sécurité sociale coréen est un État-providence conservateur centré sur l'assurance sociale avec un faible niveau de couverture en matière de redistribution entre les classes de revenus et de pension nationale. Il peut

également être considéré comme un État-providence libéral, fortement dépendant des revenus du marché et doté d'un caractère résiduel et sélectif important en matière de sécurité des revenus, avec des angles morts importants en matière de protection sociale.

Récemment, dans le contexte de la pandémie de COVID-19, les caractéristiques d'un État-providence conservateur dans lequel les systèmes qui ont une norme de sélection simple et universelle, tels que le revenu de catastrophe de base, la pension de base, l'allocation pour enfant et l'allocation pour jeune, se développent progressivement.

Malgré l'entrée dans une société super-âgée en 2025, le taux de pauvreté des personnes âgées s'élevait à 43,4 % en 2018, le plus élevé des pays de l'OCDE, ce qui augmentera le poids des dépenses de sécurité sociale à l'avenir.

Alors que le système de sécurité sociale arrive à maturité, il est nécessaire de poursuivre un État-providence rationaliste à la coréenne avec un système de protection sociale équilibré à plusieurs niveaux à l'avenir. À cette fin, il convient de s'efforcer d'accroître l'efficacité et l'efficacité du système de sécurité sociale grâce à des TIC avancées telles que la récente politique coréenne du New Deal et la mise en place d'un système d'information de sécurité sociale de nouvelle génération, tout en renforçant la sécurité sociale sur la base de la durabilité.

Les leçons de l'expérience finlandaise sur le revenu de base par Olavi E. Kangas

En 2017, un programme expérimental visant à introduire un revenu de base en Finlande a reçu une attention mondiale. Dans ce programme, il y avait quatre options différentes qui étaient " le

revenu de base complet ", " le revenu de base partiel ", " l'impôt négatif sur le revenu " et " d'autres modèles ".

On s'est vite rendu compte que le revenu de base intégral n'était pas réaliste, qu'il était trop coûteux et qu'il n'y avait aucune possibilité de tester un impôt sur le revenu légal ou d'autres modèles. Il ne restait alors que l'option du revenu de base partiel, qui est devenue la base des calculs et des évaluations.

La sélection a été faite parmi les chômeurs qui recevaient des allocations de chômage forfaitaires de l'institution d'assurance sociale de Finlande. 2 000 chômeurs ont participé et le reste des chômeurs percevant des allocations a constitué le groupe de contrôle.

Si les participants trouvaient un emploi, ils recevaient une allocation supplémentaire de 560 euros et s'ils restaient chez eux, ils ne recevaient que 560 euros par mois. Le gouvernement finlandais était surtout intéressé par le volet emploi.

Au cours de la deuxième année, les différences ont commencé à se développer. Néanmoins, ces différences n'étaient pas statistiquement significatives dans l'ensemble du groupe, mais il y avait certains groupes spécifiques où les effets sur l'emploi étaient significatifs, comme les participants qui avaient des familles, et les personnes issues de l'immigration. Cela prouve que le revenu de base ne diminue pas nécessairement la volonté de travailler.

Cependant, malgré certains effets positifs du revenu de base, le système de protection sociale existant en Finlande n'a pas subi beaucoup d'ajustements, contrairement à d'autres pays en proie à une pandémie, et la population est

généralement satisfaite du système de sécurité sociale, de sorte qu'il a exprimé son opinion selon laquelle il n'est pas nécessaire d'introduire un système de revenu de base.

The Wage-Employment Conundrum & Universal Basic Income en Inde : Défis, opportunités et leçons émergentes par Sandhya Iyer

L'appel à l'introduction de l'UBI, ou *Universal Basic Income* (revenu de base universel) en Inde est passé sur le devant de la scène dans la perspective d'améliorer l'efficacité et l'efficacité des dépenses publiques dans l'Economic Survey 2016-17. Il a articulé le champ d'application du revenu universel comme englobant quatre caractéristiques : périodicité, sous forme d'argent liquide, aux individus et sans condition.

La pandémie de COVID-19 a entraîné une compression des salaires dans toutes les activités économiques. Au milieu d'un enthousiasme croissant pour convertir toutes les subventions publiques destinées aux pauvres en DBT, l'impact positif doit être anticipé avec prudence.

Bien que l'expérience du revenu universel ait montré des effets positifs, à divers égards, comme l'amélioration des résultats scolaires des enfants et l'amélioration de la santé des familles à faible revenu, un système de sécurité sociale basé sur le revenu de base qui verse un certain montant à tous les citoyens n'est pas approprié compte tenu de la situation financière des pays en développement en Inde et en Afrique.

Le problème est que la plupart des pays en développement sont dominés par le secteur informel, et que les salaires minimums ne sont pas déterminés. Une réduction de l'inégalité des revenus par le biais du revenu universel ne sera

possible que si la politique est mise en œuvre de manière soutenue, car le revenu réel disponible de ceux qui reçoivent ces transferts doit être maintenu.

Par conséquent, la politique fiscale doit être soutenue par la mise en œuvre d'impôts progressifs et l'introduction d'une taxe sur la consommation pour transférer les ressources qui réduiraient les inégalités de revenu marchand. Elle doit également inclure des subventions pour les transferts en nature dans les domaines de l'éducation et de la santé. Le revenu de base universel semble être davantage une solution rapide et superficielle qui ne s'attaque pas aux causes sous-jacentes des privations persistantes.

Le revenu de base universel et les déterminants sociaux de la santé : State of the Evidence Rebecca Hasdell

Les personnes à faible revenu sont en moins bonne santé. La corrélation entre le revenu et la santé s'est accentuée après l'apparition de COVID-19.

Des expériences de revenu de base ont été menées dans divers pays tels que les États-Unis, le Canada et le Kenya. En tant qu'analyse de l'expérience, dans les pays à faible revenu, il y avait des preuves cohérentes d'une réduction mesurable de la pauvreté, bien que cela ne soit pas suffisant pour échapper à la pauvreté dans les pays à faible et moyen revenu. Dans les pays à revenu élevé, on a constaté une augmentation des revenus, mais l'inégalité des revenus a également augmenté.

En ce qui concerne le travail et l'emploi, l'impact sur les activités du marché du travail a été limité, avec des réductions pour certains groupes, tels que les soignants, et une augmentation pour d'autres groupes. Dans le secteur de l'éducation,

le résultat positif est que la participation au travail a diminué pour les jeunes et les enfants dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Il y a également eu de fortes augmentations de la participation et de la rétention, mais les indicateurs de performance éducative étaient moins cohérents.

En conclusion, les preuves sont les plus solides en ce qui concerne le revenu, l'emploi et l'éducation en tant que mécanismes par lesquels les politiques de type revenu universel ont un impact sur la santé, cependant, les preuves sont encore limitées. Il existe des "compromis" et des défis à relever pour constituer une base de données probantes : l'universalité et la permanence. Nous devons réfléchir au fait que des programmes totalement universels sont susceptibles d'avoir des impacts différents. Les décisions des participants peuvent être différentes si les paiements sont permanents et que les effets peuvent mettre du temps à apparaître, comme dans le cas des maladies chroniques.

Partie 2 : "Protection sociale et RSE des entreprises".

La session s'est déroulée avec 4 présentations sur le rôle et l'avenir des activités de RSE : Lisa McIlvenna, directrice générale adjointe de Business In The Community (BITC), Nam Jae In, vice-président du conseil SK SUPEX, Min Hee Kyung, vice-président de CJ CheilJedang, et Cho Sang Mi, professeur à l'université Ewha Womans.

Collaborer pour un meilleur avenir ? Le rôle des entreprises par Lisa McIlvenna

Business In The Community (BITC) mène depuis 40 ans diverses activités dans le cadre de la responsabilité sociale des entreprises, mais a

connu de grands changements en raison de la pandémie de l'année dernière.

En particulier, l'Irlande du Nord a connu de nombreux conflits dans divers domaines en raison du choc culturel et identitaire avec la région britannique. Et pour compenser ces problèmes, BITC s'efforce de coopérer dans quatre domaines clés.

Premièrement, en ce qui concerne la résilience des communautés, BITC se concentre sur l'inclusion numérique et le bénévolat dans ses organisations membres. Ils les aident également à réfléchir à l'éducation et au rôle que les organisations peuvent jouer et à ce qu'elles peuvent faire pour inspirer les jeunes sur leurs carrières et leurs emplois futurs.

Le deuxième domaine est le volontariat et les compétences locales. BITC se concentre principalement sur l'alphabetisation, le calcul et le codage.

Troisièmement, l'environnement est un enjeu majeur pour les organisations membres. Dans ce domaine, BITC travaille principalement autour de la biodiversité, de l'économie circulaire, du benchmarking et, plus récemment, du carbone.

Le dernier domaine clé est le bien-être et l'inclusion. BITC travaille en relation avec l'âge et ce que les organisations peuvent faire pour être inclusives pour les personnes quel que soit leur âge, leur sexe, l'égalité sur le lieu de travail, la santé et le bien-être.

BITC, avec ses organisations membres et un certain nombre de partenaires fondateurs, a rapidement créé le Business Response Network (BRN) national. L'idée du BRN était de permettre aux organisations de collaborer avec des

partenaires communautaires afin de fournir des ressources à ceux qui en ont le plus besoin. Le BRN a permis une collaboration à travers le Royaume-Uni pour que les organisations travaillent avec les entreprises, le secteur public et le secteur communautaire afin de s'assurer que les ressources sont bien délivrées à ceux qui en ont le plus besoin dans un court délai.

Pour que de telles collaborations soient couronnées de succès, une approche à deux volets était nécessaire. La première consistait à renforcer les capacités des organisations communautaires de première ligne. L'éventail du soutien fourni allait des compétences professionnelles à la nourriture, en passant par les EPI, les appareils numériques, etc. La seconde était d'avoir une approche à plus long terme sur la façon dont les entreprises peuvent collaborer pour essayer d'aider la société.

BITC a également créé une campagne intitulée Build Back Responsibly (BBR). Cette campagne vise à repenser la manière dont nous reconstruisons la société et l'économie.

BITC et les organisations partenaires ont réalisé qu'ils ne pouvaient pas faire la différence, ou une différence suffisamment importante, à eux seuls. Ce n'est que par la collaboration, en partageant leur expertise et leurs ressources, qu'ils peuvent faire la différence qu'ils souhaitent. Et ils ont eu le plus grand impact dans les domaines où le gouvernement, les entreprises et la société travaillent ensemble. Le défi actuel est de savoir comment nous structurer en tant que société, avec l'aide du gouvernement, afin de nous assurer que nous tirons parti du soutien que les entreprises offrent et sont prêtes à donner.

Les cas de SK poursuivant des valeurs sociales Nam Jae In

Dans le passé, il était important de savoir combien de bénéficiaires une entreprise pouvait apporter aux actionnaires, mais aujourd'hui, avec l'évolution de la société, il est important d'assurer le bonheur de toutes les parties prenantes, y compris la société, les partenaires commerciaux, les clients et le gouvernement.

En conséquence, SK a introduit le concept de gestion DBL (Double Bottom Line) qui prend en compte les valeurs économiques et sociales dans le processus de prise de décision. Il s'agit de passer d'un modèle d'entreprise axé sur les combustibles fossiles à un modèle d'entreprise respectueux de l'environnement, tout en s'efforçant de résoudre les problèmes sociaux.

Il existe deux nouvelles approches de la SK en matière de valeurs sociales. La première consiste à soutenir les activités de l'écosystème des entreprises sociales. En tant qu'expert en résolution de problèmes sociaux, SK essaie d'avoir un impact positif. Un exemple de cette activité est la construction d'un centre de purification de l'eau, au lieu de faire don d'une eau d'une valeur de 1,2 million de dollars pour obtenir un effet durable.

SK encourage les talents en matière d'innovation sociale afin de soutenir l'écosystème des entreprises sociales, revitalise le financement social et promeut divers projets visant à améliorer la compétitivité des entreprises sociales.

La deuxième nouvelle approche adoptée par SK en matière de valeur sociale consiste à diffuser l'impact collectif et les valeurs sociales par la coopération et la collaboration. SK mène un projet visant à construire un filet de sécurité heureux grâce à la souplesse du budget de l'entreprise et

à la rapidité de la prise de décision.

Protection sociale et RSE : les cas de CJ Min Hee Kyung

Le système de protection sociale en Corée se compose d'un filet de sécurité primaire comprenant l'assurance sociale, d'un filet de sécurité secondaire constitué de l'assistance publique et d'un filet de sécurité tertiaire qui soutient les groupes proches de la pauvreté et les dépenses médicales en cas de catastrophe. Bien que le cadre de base de la sécurité sociale soit complet, il reste des angles morts en raison des changements sociaux et culturels survenus après la pandémie de COVID-19.

Conformément aux caractéristiques de CJ, du point de vue de la culture et de l'art, le "droit fondamental à la culture" est un droit fondamental nécessaire aux citoyens pour mener une vie humaine, mais le niveau national de soutien est insuffisant par rapport au droit économique fondamental. En conséquence, le concept de filet de sécurité culturelle a été introduit avec l'idée qu'un système est nécessaire pour garantir et soutenir un minimum de services culturels, afin que tous les citoyens puissent profiter des opportunités d'activités culturelles.

En particulier, l'écart d'expérience dans le domaine de la culture et de l'art s'est creusé depuis l'apparition de COVID-19, et le revenu des artistes a également fortement diminué. La *CJ Welfare Foundation* soutient l'écosystème de l'industrie culturelle par le biais d'un projet intitulé "Cultural Dream Keeper" et soutient l'éducation culturelle des étudiants.

En outre, CJ contribue également à l'expansion de la base de l'industrie culturelle et à la création d'un écosystème culturel sain par le biais de :

tune-up, un soutien aux musiciens entrant sur le marché ; de story-up, un soutien à la découverte de réalisateurs et à l'internationalisation ; et de stage-up, destiné à découvrir et à soutenir les jeunes créateurs musicaux.

La RSE des entreprises à l'ère de la valeur sociale : S'agit-il d'une protection sociale ? Cho Sang Mi

La responsabilité sociale des entreprises fait référence à un éventail de plus en plus large d'activités socialement responsables allant au-delà du rôle économique traditionnel d'une entreprise.

L'environnement externe des entreprises est en pleine mutation et la responsabilité sociale des entreprises, comme la création d'une bonne culture organisationnelle, le renforcement de la solidarité interne, l'amélioration de l'image de l'entreprise, les responsabilités en tant qu'entreprise citoyenne et l'impact sur les organisations à but non lucratif et les communautés locales, est essentielle.

Aujourd'hui, le flux de la responsabilité sociale des entreprises commence par la RSE et se transforme en durabilité, en CSV, en investissement d'impact, en ESG et ainsi de suite. Lorsque le filet de sécurité communautaire s'est effondré après le virus Corona, les petites entreprises, les PME, l'entrepreneuriat des jeunes et les entreprises sociales ont été menacés. Les emplois communautaires se sont également effondrés et les inégalités au sein régionales ont augmenté.

Par conséquent, afin de résoudre les problèmes sociaux à l'ère de la valeur sociale, il est nécessaire de proposer une voie à suivre dans la relation entre la communauté et l'économie sociale.

Une transition des valeurs qui crée de nouvelles valeurs économiques est nécessaire pour la réalisation de valeurs sociales, et en même temps, les valeurs sociales et la responsabilité sociale des entreprises peuvent être combinées pour rechercher des solutions par la convergence et les réseaux entre les secteurs.

Des efforts sont nécessaires par le biais de plusieurs méthodes : répondre de manière préventive aux changements dans la gestion de la responsabilité sociale et l'environnement externe, la diversité au sein de l'organisation, le renforcement des capacités de résolution des problèmes régionaux en élargissant la participation de la communauté et la garantie de la durabilité par une évaluation multidimensionnelle.

Partie 3 : "Protection sociale et société civile".

La session s'est déroulée avec 4 présentations sur le rôle et la voie à suivre pour la société civile dans le secteur de la protection sociale et du bien-être social : Mariana Anton et Jeffrey Maganya, coordinateur régional des politiques de protection sociale et conseiller régional en matière de protection sociale chez Oxfam, Lee Hae Young, représentant national chez Ashoka Corée, Kim Sung Joo, professeur à l'Université d'État de Caroline du Nord, et Lee Yeon Wool, directeur d'équipe chez Good Neighbors.

Le pouvoir des coalitions dans la promotion de systèmes de protection sociale inclusifs Mariana Anton & Jeffrey Maganya

Malgré les défis liés au COVID-19, la société civile travaille ensemble pour résoudre les problèmes de diverses manières. Le pouvoir de la société civile a été énorme pour résoudre le problème des angles morts que la politique du

gouvernement n'a pas atteint. Elle a joué divers rôles, notamment en fournissant des services sociaux essentiels et des biens de secours, et en établissant un système de protection sociale.

La société civile est donc un acteur indispensable et important dans le domaine de la protection sociale. Le 17^e et dernier des objectifs de développement durable est également un partenariat mondial. Le dialogue social et la participation sociale y jouent un rôle important.

La société civile offre aux décideurs politiques une variété de perspectives lorsque des lacunes apparaissent parmi les travaux et les activités des gouvernements. Oxfam s'engage à fournir un leadership communautaire, à faire progresser les droits en matière de protection sociale et à aider les communautés et les organisations locales à élaborer les politiques nécessaires et à modifier les pratiques.

Le Cambodge a établi pour la première fois une plateforme de protection sociale dirigée par les citoyens, et poursuit également de nouveaux changements, comme la signature d'accords commerciaux pour la gestion des finances publiques.

En Afrique, il était difficile pour les pauvres et les personnes socialement vulnérables de participer à la protection sociale, mais leurs droits sont reconnus grâce aux activités actives d'Oxfam.

Bien qu'il existe de nombreux cas où les ONG sont reconnues comme des organisations caritatives, Oxfam présente une grande différence dans la mesure où elle leur permet de participer activement à la société et d'obtenir des droits. Il sera de la plus haute importance que les membres de la société participent activement à des politiques telles que la protection sociale, et que

chaque membre ait le droit d'exprimer son opinion.

Transformation numérique des actifs de la société civile et utilisation de la technologie des données par Lee Hae Young

La Fondation Ashoka a été classée cinquième entreprise sociale. La raison pour laquelle le résultat est élevé par rapport à l'apport est qu'elle s'est concentrée sur un changement de système ainsi que sur l'investissement dans les personnes.

Le premier exemple de l'expérience d'Ashoka Corée est la "transformation numérique", avec le développement d'une application mobile qui contient les histoires d'innovation sociale de milliers de membres d'Ashoka.

Le deuxième exemple d'innovation est le "Musée de l'innovation sociale". Ashoka a ouvert un musée et organisé des expositions sur les questions d'environnement et de changement climatique, ainsi que des expositions sur les problèmes actuels liés au vieillissement de la société.

Le troisième cas d'innovation était "l'utilisation de la technologie des données". Il s'agit d'une innovation sociale personnalisée pour une organisation ou un individu. Elle utilise un langage d'IA pour analyser les ODD et appliquer et analyser les projets de la société civile qui sont disponibles.

Afin de convertir les actifs de terrain accumulés par la société civile en biens publics, il est nécessaire d'utiliser la transformation numérique, l'innovation de contenu et la technologie des données. Il est prévu que de nouveaux projets sociaux puissent être créés à l'aide des TIC.

Situation actuelle des organisations de la société civile (organisations à but non lucratif) à l'ère du COVID-19 et cas de coopération public-privé par Kim Sung Joo

Il faut discuter suffisamment de la manière dont COVID-19 a affecté la société civile et des rôles que le gouvernement et la société civile ont joués, afin que le sujet du séminaire d'aujourd'hui, la construction d'un nouveau système de protection sociale dans l'ère post-COVID-19, puisse être noyé. Au début de l'épidémie de COVID-19, on s'attendait à ce que les organisations à but non lucratif subissent de graves dommages en raison de la pandémie de COVID-19, mais contrairement aux attentes, il n'y a pas eu de dommages majeurs. En particulier, les exigences du programme en matière de gestion, telles que le leadership, le changement des directives sur la comptabilité des organisations à but non lucratif et le renforcement de l'éducation à la gestion des ressources humaines, ont été soulignées.

Examinons les réactions des gouvernements de différents pays.

Dans le cas de l'Allemagne, de l'Autriche, du Royaume-Uni et de la Corée, il semble que le gouvernement et la société civile aient entretenu une relation de coopération et mis en œuvre des contre-mesures pendant la pandémie de COVID-19.

Les types de pays dans lesquels la société civile a joué un rôle passif sous le contrôle d'un gouvernement fort sont la Chine, la Turquie et la Hongrie. Ces pays considèrent la société civile comme un objet de contrôle.

Dans le cas du Japon et d'Israël, il y avait une différence significative entre les rôles existants du gouvernement et de la société civile, et la société

civile a pris la tête de la résolution des problèmes sociaux et du rôle de prévention en l'absence de prévention active des épidémies par le gouvernement.

Le rôle de la société civile dans le renforcement de la capacité à répondre au COVID-19 dans les communautés locales des pays en développement par Lee Yeo Wool

Fondée en 1991, l'organisation Good Neighbors promeut des projets d'aide sociale à l'échelle nationale, l'éducation au développement social, l'aide internationale et le développement, ainsi que le soutien à la Corée du Nord.

Dans le cas des projets internationaux d'aide et de développement, des efforts sont déployés pour parvenir à un développement équilibré tel que l'éducation, la santé et l'eau potable, sous la direction du Comité de développement régional, et pour garantir les droits des enfants par le biais de projets de développement communautaire dans 37 pays.

Dans les premiers jours de l'épidémie de COVID-19, les informations sur les nouvelles questions affluaient sans distinction, alors que dans les pays en développement comme la Tanzanie, il n'y avait aucune information – et ce manque d'information était grave.

Pendant la pandémie, le taux de pauvreté mondial et le nombre d'enfants issus de familles économiquement pauvres ont augmenté. Les écoles ayant été fermées, de nouveaux problèmes tels que le travail des enfants et les mariages précoces ont rapidement augmenté et ont eu un impact plus délétère sur les pays en développement et les groupes vulnérables dans les situations d'aide humanitaire.

En particulier, il y a de graves effets négatifs sur la réalisation des objectifs de développement durable : No.1 Pas de pauvreté, No.2 Faim zéro, No.3 Bonne santé et bien-être, No.8 Travail décent et croissance économique et No.10 Réduction des inégalités.

Good Neighbors a établi une stratégie globale dans le but de protéger les personnes vulnérables et de renforcer la résilience des communautés locales et des pays. Good Neighbors a réalisé des projets de production et de distribution de produits sanitaires et de kits alimentaires, des campagnes sur l'importance de la prévention du COVID-19 et la protection des enfants.

Dans cette situation de crise, la société civile a été en mesure de trouver des contre-mesures pour résoudre les problèmes en se basant sur une coopération étroite avec les organisations locales établies. Grâce à des partenariats avec divers acteurs, à savoir les communautés locales, les gouvernements et les organisations internationales, la société civile a joué un rôle majeur pour répondre au terrain de manière efficace, renforcer le filet de sécurité sociale, y compris pour les personnes défavorisées, et renforcer la réactivité de la communauté locale.

Pour plus d'informations sur les présentations, l'enregistrement de cette conférence sera bientôt partagé avec des sous-titres en anglais sur YouTube.